

Sept histoires d'assurés pour vous aider

Il est temps de confronter vos connaissances théoriques à la pratique. Voici sept situations différentes. Et sept réponses de clause bénéficiaire adaptées à l'objectif poursuivi.

MICHEL VEUT PROTÉGER LA PERSONNE AVEC QUI IL VIT

L'histoire. Michel s'est marié voici dix ans. Il a souscrit une assurance-vie, en y plaçant de l'argent personnel. Pour lui, pas de doute, son épouse doit recueillir les fonds à son décès. Mais Michel n'a pas oublié le divorce de ses parents quand il était adolescent. Il veut en tenir compte.

- La mauvaise rédaction. « *Mon conjoint, à défaut mes enfants nés ou à naître, vivants ou représentés, à défaut mes héritiers.* »
- La bonne rédaction. « *Mon conjoint non séparé de corps ou en instance de divorce, à défaut mes enfants nés ou à naître, vivants ou représentés, à défaut mes héritiers.* »

Explication de texte. Les deux clauses désignent le « conjoint » par son statut et non son nom de famille. Un bon choix, car c'est bien le conjoint au jour du décès de l'assuré qui touchera les capitaux. Mais en précisant « non séparé de corps ou en instance de divorce », Michel évite qu'il en soit ainsi en cas de procédure de séparation. Pour les personnes pacsées, il faut écrire : *« la personne avec qui j'ai conclu un Pacte civil de solidarité en vigueur au moment du décès. »*

JOËL VEUT RÉPARTIR PRÉCISÉMENT UN CAPITAL

L'histoire. Célibataire, sans enfant, Joël est l'aîné d'une famille de trois enfants. Sa priorité : répartir le capital entre ses jeunes sœurs.

- La mauvaise rédaction. *« Ma sœur Claudine pour 50 % et ma sœur Charlotte pour 50 %, à défaut mon cousin Marc X, né le... à ... »*
- La bonne rédaction. *« Mes sœurs Claudine et Charlotte par parts égales, à défaut mon cousin Marc X, né le... à..., à défaut mes héritiers. »*

Explication de texte. Méfiez-vous des pourcentages, qui figent le montant attribué ! Si Joël décède avant ses sœurs, ces deux clauses produiront le même résultat. Pas si Charlotte décède avant. Avec les pourcentages, sa part reviendra au cousin et non à Claudine. Effet inverse avec la seconde clause.

LOUISE VEUT DONNER TOUTE LIBERTÉ À SES ENFANTS

L'histoire. Louise, quatre-vingts ans, a eu quatre enfants. Seuls trois sont encore en vie. Huit petits-enfants font aussi sa fierté. Comme beaucoup de parents, elle souhaite que son contrat revienne par parts égales

à ses enfants, même s'ils n'en ont pas vraiment besoin. Libre à eux de ne pas le percevoir pour le laisser aux petits-enfants.

- La mauvaise rédaction. *« Mes enfants nés ou à naître, vivants ou représentés, par parts égales entre eux, à défaut mes héritiers. »*
- La bonne rédaction. *« Mes enfants nés ou à naître par parts égales entre eux, vivants ou représentés par suite de prédécès ou de renonciation au bénéfice du contrat, à défaut mes héritiers. »*

Explication de texte. Bon point, la représentation des enfants décédés avant Louise est prévue dans les deux clauses. Mais seule la seconde permettra à un ou plusieurs des enfants de laisser leur part de capital au profit de leurs descendants. Donc des petits-enfants de Louise. Renoncer revient à passer son tour, ici au profit du représentant et non des bénéficiaires de même rang. La mention de « par parts égales entre eux » mérite en outre d'être remontée dans la clause pour éviter toute incertitude sur son application.

ISABELLE SAIT PRÉCISÉMENT QUI GRATIFIER

L'histoire. Isabelle, retraitée divorcée, voudrait utiliser son assurance-vie pour gratifier son jeune neveu adoré, Constant.

- La mauvaise rédaction. *« Mon neveu, à défaut mes héritiers. »*
- La bonne rédaction. *« Mon neveu Constant X, né le ... à ..., vivant à ..., dont le numéro de Sécurité sociale est ..., à défaut mes héritiers. »*

Explication de texte. En matière de clause bénéficiaire, l'important est que la personne soit identifiable par l'assureur au jour du décès. Un neveu peut l'être. Mais

sera-t-il le seul ayant cette qualité au décès d'Isabelle ? Mieux vaut le désigner nominativement pour éviter tout litige en cas de naissance d'un autre neveu. Il en irait de même pour toute personne tierce. Soyez alors complet et précis : nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse, numéro de Sécurité sociale... Même précision pour une personne morale, par exemple une association reconnue d'utilité publique. N'écrivez pas « la lutte contre la lèpre », mais « l'association X dont le siège social est situé... »

PAUL SOUHAITE QUE SES BÉNÉFICIAIRES SUIVENT SA VOLONTÉ

L'histoire. Paul a l'âme généreuse : il veut payer ses droits de succession. Son assurance-vie a été alimentée à cet effet. Les bénéficiaires devront exécuter sa volonté.

- La mauvaise rédaction. *« Mes enfants, vivants ou représentés, à charge pour eux de payer les droits de succession, à défaut mes héritiers. »*
- La bonne rédaction. *« Mes enfants, vivants ou représentés, qui s'engagent de manière irrévocable à utiliser le capital payé par l'assureur au règlement des droits de succession dus au décès de l'assuré. Ce capital sera réglé en l'étude de Maître X ou de son successeur. À défaut, il sera versé aux héritiers. En cas d'excédent par rapport aux droits dus, il sera partagé entre les héritiers. »*

Explication de texte. Tout bénéficiaire peut être tenu à certaines charges, du moment que cela ne le rend pas débiteur. La première clause est imprécise – de quelle succession parle-t-on ? – et incomplète. Pour sa bonne application, une clause avec charge doit mentionner le notaire chargé d'en vérifier l'application. D'autres types

d'obligations sont couramment utilisées. Par exemple l'obligation de placer le capital touché sur une assurance-vie ou de l'utiliser pour un achat immobilier. Ou encore de le convertir en rente viagère pour éviter sa dilapidation.

MARIANNE VEUT RÉTRIBUER TOUS SES HÉRITIERS, LÉGATAIRES COMPRIS

L'histoire. Marianne a toujours considéré la petite Lola comme son enfant. Sans doute parce qu'elle est la fille unique de sa meilleure amie disparue. Souhaitant la gratifier au même titre que ses deux enfants, elle a rédigé un testament pour lui léguer une partie de ses biens.

- La mauvaise rédaction. « *Mes héritiers légaux.* »
- La bonne rédaction. « *Mes héritiers selon la dévolution successorale.* »

Explication de texte. Gare aux mots pièges ! Indiquer « légaux », c'est faire référence aux règles prévues par le Code civil et de fait, exclure les légataires désignés par testament. Pour inclure ces derniers, il faut écrire « mes héritiers » ou mieux, pour éviter tout problème, « mes héritiers selon la dévolution successorale. » Évitez la formule « mes ayants droit », qui inclut les héritiers du souscripteur, mais également ses éventuels créanciers.

LUCIEN NE VEUT RIEN LAISSER AU FISC

L'histoire. Soixante-cinq ans, tendance fiscophobe, Lucien veut gratifier son épouse et ses deux enfants... en leur évitant tout impôt. Son contrat vaut 600 000 euros.

- La mauvaise rédaction. « *Mon conjoint et chacun de mes enfants, vivants ou représentés, à hauteur de 152 500 euros, le surplus à mes héritiers.* »
- La bonne rédaction. « *Chacun de mes enfants, vivants ou représentés, à hauteur de l'abattement sur les capitaux décès fixé par le Code général des impôts en vigueur à mon décès, le surplus au conjoint survivant sans limitation de montant, ce surplus revenant à nos petits-enfants en cas de prédécès, à défaut mes héritiers.* »

Explication de texte. La première clause pêche sur trois points. Un, le chiffre de 152 500 euros peut évoluer en fonction de la législation. Deux, le conjoint est exonéré de droits : mieux vaut utiliser l'abattement pour les enfants en priorité. Trois, le surplus reviendra aux héritiers, donc aux enfants qui seront alors taxés.